



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires du Haut-Rhin**

**ARRÊTÉ du 16 octobre 2023**  
**constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2023**

**Le Préfet du Haut-Rhin  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

- VU le code rural et notamment ses articles L 411-11 et R 411-9-1 et suivants ;
- VU la loi n° 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010, notamment son article 62 ;
- VU le décret n° 2010-1126 du 27 septembre 2010, déterminant les modalités de calcul de l'indice national des fermages et de ses composantes ;
- VU l'arrêté du 18 juillet 2023 constatant pour 2023 l'indice national des fermages ;
- VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2019, relatif aux baux ruraux et au statut juridique du fermage pour le Haut-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2022, constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2022 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2018, dressant la liste des membres élus de la commission consultative paritaire des baux ruraux du Haut-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 août 2023, portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;
- VU l'avis favorable de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux consultée le 6 octobre 2023;

**A R R E T E**

- Article 1 :** L'indice national des fermages s'établit pour 2023 à **116,46**. Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1<sup>er</sup> octobre 2023 au 30 septembre 2024.
- Article 2 :** La variation de cet indice par rapport à celui de l'année précédente est de **+ 5,63 %**.

**Article 3 :** À compter du 1er octobre 2023 et jusqu'au 30 septembre 2024, les minima et les maxima entre lesquels doivent être fixés les fermages sont arrêtés aux valeurs actualisées suivantes :

**POLYCULTURE ET CULTURES SPÉCIALES AUTRES QUE LA VIGNE (en euros par hectare)**

Catégories	valeurs locatives annuelles en euros par hectare	
	minima	maxima
<b>a) Hardt, plaine du Rhin, collines sous-vosgiennes, Ried</b>		
catégorie générale	63,18	163,54
hautes chaumes, landes et friches	1,27	44,87
<b>b) Ochsenfeld</b>	35,36	115,18
<b>c) Sundgau et Jura</b>	45,05	133,36
<b>d) Montagne vosgienne</b>		
catégorie générale	19,73	98,68
hautes chaumes, landes et friches	1,27	44,87
<b>e) Cultures maraîchères intensives en toutes régions</b>	176,84	387,23
<b>f) Arboriculture fruitière (frais de plantation à la charge du preneur) en toutes régions</b>	128,63	247,32

**VITICULTURE (en euros par hectare)**

Catégories	valeurs locatives annuelles en euros par hectare	
	minima	maxima
Vignes en zone délimitée AOC dont le remplacement n'est pas envisagé ou, s'il l'était, le serait aux frais du bailleur	1 398,02	3 495,11
Vignes en zone délimitée AOC ou terres à vignes à planter, aux frais du preneur	699,04	1 747,53

**Article 4 :** Par dérogation et en application des articles L.411-11, R.411-1 et suivants et R.411-9-7 du code rural et de la pêche maritime, les fermages concernant la viticulture pourront continuer à être déterminés en quantité de denrée et évolueront dans les limites mini et maxi indiquées ci-dessous :

**VITICULTURE (en kilos de raisin par hectare)**

Catégories	valeurs locatives annuelles en kilogrammes de raisins par hectare	
	minima	maxima
Vignes en zone délimitée AOC dont le remplacement n'est pas envisagé ou, s'il l'était, le serait aux frais du bailleur	920,00	2 300,00
Vignes en zone délimitée AOC ou terres à vignes à planter, aux frais du preneur	460,00	1 150,00

Les cours moyens du kg de raisin et / ou du litre de vin à retenir pour la détermination en espèces du fermage des baux viticoles exprimés en l'une de ces denrées sont les suivants :

CÉPAGES	en euros / kg de raisin	en euros / litre de vin
chasselas	1,11 €	1,80 €
sylvaner	1,13 €	1,83 €
pinot blanc (dont auxerrois et chardonnay)	1,34 €	2,17 €
riesling	1,58 €	2,56 €
pinot gris	1,79 €	2,90 €
muscat	1,48 €	2,40 €
gewurztraminer	1,99 €	3,22 €
pinot noir	1,98 €	3,21 €

**Prix moyen pondéré :**

Compte tenu des surfaces d'encépagement relevées dans le département, le prix moyen pondéré, tous cépages confondus, est fixé à **1,67 €** par kg de raisin. Sa variation par rapport à 2022 est de **+ 4,25 %**.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Colmar,

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental des territoires

  
Signé : Arnaud REVEL

#### Délais et voies de recours :

Sur le fondement des articles R. 421-1, R. 421-2, R. 414-1 du code de justice administrative, et de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Haut-Rhin
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre de l'agriculture

Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 STRASBOURG CEDEX) :

- soit directement, en l'absence de recours préalable (recours gracieux ou recours hiérarchique), dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publication ou de notification de ladite décision,
- soit à l'issue d'un recours préalable, dans le délai de deux mois :
  - à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou
  - au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

Le tribunal administratif peut également être saisi, dans les mêmes délais, par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cette voie de saisie est obligatoire pour les avocats, les personnes morales de droit public, les communes de plus de 3 500 habitants ainsi que pour les organismes de droit privé chargés de la gestion permanente d'un service public. Lorsqu'elle est présentée par une commune de moins de 3 500 habitants, la requête peut être adressée au moyen de cette application.